

<https://47.snuipp.fr/Alerte-ecole>



# Alerte école !

- SNUipp 47 -

Date de mise en ligne : mardi 28 novembre 2023

Dernière mise à jour : 20 mars 2024

---

Copyright © FSU-SNUipp 47 - Tous droits réservés

---

# Sommaire

- [Résultats de la campagne « J'alerte ! »](#)
- [Lancement de la campagne « J'alerte ! »](#)

<!--inserer\_sommaire-->

**Absence de moyens pour l'inclusion, pressions hiérarchiques, effectifs dans les classes, injonctions pédagogiques, absence de remplacement... Les personnels des écoles sont en souffrance.**

En déposant des alertes sociales partout en France, la FSU-SNUipp met le Ministère face à ses responsabilités et exige des réponses fortes.

Si ces dernières ne venaient pas, elle annonce d'ores et déjà qu'elle mobilisera les PE et les AESH pour obtenir une amélioration significative des conditions de travail des personnels du premier degré.

## Résultats de la campagne « J'alerte ! »

Fin novembre 2023, la FSU-SNUipp lançait une consultation auprès des personnels des écoles.

Plus de 4 200 personnes de tous les départements y ont répondu. Parmi ces réponses, plus de 3 000 témoignages écrits montrent une école en manque de moyens et de reconnaissance. Le constat est sans appel : les conditions de travail continuent de se dégrader avec une perte de sens du métier particulièrement prégnante.

Synthèse ci-dessous :



## + de 70% des répondant.es alertent sur les conditions de mise en place de l'inclusion.



"De la maltraitance institutionnelle, sous prétexte d'inclusion"

"La gestion des élèves à troubles du comportement est extrêmement difficile sans aucun moyen"

"Une école inclusive peut-être, mais pas dans ces conditions"

"Nous formons de l'humain et notre hiérarchie ne nous parle que de chiffres"

"Nous ne sommes pas des magiciens, ni des soignants"

"Je veux être mieux formée pour répondre au mieux à l'obligation d'inclusion"



L'école et ses personnels manquant de moyens pour gérer l'hétérogénéité dans les classes.

## 1 PE sur 2 alerte sur le temps de travail qui déborde et sur une rémunération insuffisante.



"Entre APC, conseils des maîtres, réunions avec les parents et les professionnels de santé, les corrections, etc... nous sommes en permanence en train de courir"

"Nous n'avons plus de temps pour échanger sur nos pratiques et nos élèves"

"On nous demande toujours plus, mais on ne nous considère toujours pas"

"Le salaire évolue peu"

"Le pacte enseignant, c'est encore des heures de travail en plus"



Le manque de reconnaissance salariale et de temps sont les deux premières causes du déficit d'attractivité du métier d'enseignant.

## 46% des PE alertent sur les effectifs de classes trop chargés.



"Dans des classes à plus de 20 élèves, il est évident qu'on a moins de temps pour s'occuper des élèves en difficulté"

"Les personnels absents ne sont pas remplacés donc les classes sont surchargées, c'est inadmissible"

"Trop d'élèves dans les classes pour faire un travail de qualité et être attentive à chacun et chacune"

"Les classes de cycle 3 souffrent des allègements des autres cycles"



La baisse des effectifs dans toutes les classes reste trop lente. La France conserve des classes parmi les plus chargées de l'OCDE. Alors que le ministère aurait pu utiliser la baisse du nombre d'élèves pour améliorer les conditions d'apprentissage, 5 000 fermetures de classe contre 2 800 ouvertures ont été prononcées durant les opérations de carte scolaire en janvier et février 2024.

## 4 PE sur 10 alertent sur les évaluations nationales et les injonctions pédagogiques qu'ils subissent.



"On veut nous enlever l'essence de notre métier : sa conception"

"La liberté pédagogique est de plus en plus grignotée"

"Les évaluations nationales ne sont pas une aide mais du temps perdu au détriment des élèves"

"Les évaluations nationales nous font culpabiliser"



Les PE refusent d'être considérés comme de simples exécutants : ils revendiquent leur professionnalité et la liberté pédagogique qui font l'essence de leur métier.

## 38,6 % alertent sur le déficit de formation et une formation subie plutôt que choisie.



"La formation continue est devenue inexistante"

"Je veux être mieux formée pour répondre au mieux à l'obligation d'inclusion"

"L'enseignement c'est plus que les fondamentaux, on ne peut se contenter de formations sur le français et les mathématiques"



La formation continue a été réduite à peu de chagrin, se résumant à des animations pédagogiques dont les thématiques sont imposées par l'administration et ne répondent pas aux demandes du terrain.

## 21% des répondant.es alertent sur le bâti scolaire.



"Aucuns travaux ne sont faits pour améliorer les conditions matérielles"

"Les bâtiments ne sont pas adaptés à un usage de maternelle"

"Des locaux dégradés"

"Dans notre école, le faux plafond s'effrite et s'effondre. Nous avons régulièrement du placo au sol. Les murs sont fissurés, l'eau est régulièrement marron."



La crise sanitaire, les défis climatiques et les enjeux pédagogiques bousculent l'organisation des espaces scolaires hérités de Guizot et Jules Ferry. La France doit repenser son modèle d'architecture scolaire.



## 34% des répondant.es alertent sur les relations avec l'administration.



"Une hiérarchie qui ne soutient pas, qui ne veut pas voir le mal-être"

"Injonctions pour le lendemain, organisation des minutes de silence sans temps de concertation défini"

"On ne peut que constater les faits et on se sent très seul, abandonné par la hiérarchie."

## Plus d'une fois sur deux, l'administration n'apporte aucune réponse ou des réponses non adaptées.



"Un élève en souffrance fait exploser le cadre de la classe, on me répond APC"

"Mettez-vous en arrêt, on ne vous en voudra pas"

"Des déscolarisations partielles sont proposées"

"Utilisez les 108 heures"

"Des heures supplémentaires sont possibles via le Pacte enseignant"

"Cela fait partie de votre travail"

"Il n'y a pas de remplaçant"

"Estimez-vous heureux des remplaçants que vous avez"



## Parfois soutenante, mais les réponses de l'administration sont insuffisantes.



"J'ai été reçu par l'IEN suite à un burn out"

"Attendre" "Faites au mieux"

"Des observations et des propositions d'adaptation dans la classe"

"Un IEN très présent et qui souffre avec nous"

"Le psychologue scolaire et le Rased ont aidé deux élèves"





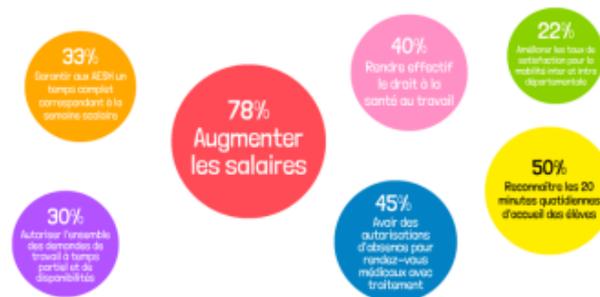
### Des moyens pour l'école

FSU SNUipp



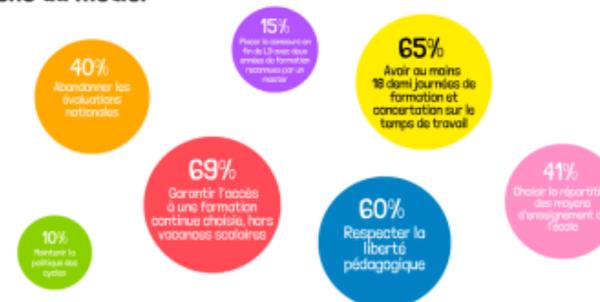
### Salaires et droits

FSU SNUipp



### Sens du métier

FSU SNUipp



## Lancement de la campagne « J'alerte ! »

La dégradation continue des conditions de travail met les PE, PsyEN et AESH, en souffrance. La FSU-SNUipp lance une plateforme de témoignage et mobilisera les personnels pour obtenir des améliorations concrètes.

## Alerte école !

---

Les conditions de travail se dégradent depuis plusieurs années dans le premier degré. Entre l'absence de moyens, notamment pour l'inclusion, les pressions hiérarchiques, les effectifs surchargés, les injonctions pédagogiques et le manque de remplaçant-es, les personnels des écoles, PE, PsyEN et AESH, sont en souffrance.

Face à cette situation critique, les sections départementales de la FSU-SNUipp ont pris l'initiative de déposer 102 alertes sociales fin novembre, partout en France, afin de porter ces problématiques devant les IA-DASEN.

Mais l'administration ne semble pas prendre la mesure de la situation. Dans les départements, les autorités renvoient largement les problèmes au manque de moyens imposé par le Ministère. Le Ministère, dans le même temps, ne propose aucune amélioration concrète lors des réunions sur les conditions de travail.

C'est pourquoi le syndicat lance la plateforme J'ALERTE : un espace dédié aux personnels des écoles, qui permet de témoigner en quelques clics des difficultés et de la réalité du terrain.



Enseignant-es, AESH, personnels des écoles : Vos conditions de travail sont dégradées ?

PRENEZ LA PAROLE ! Témoignons pour alerter sur la réalité de l'école

<https://j-alerte.fr/>

Consulter les premiers témoignages : <https://temoignages.j-alerte.fr/>

### Un constat implacable

Depuis de trop nombreuses années, les personnels des écoles sont malmenés.

Le manque criant de PE et d'AESH rend les conditions d'accueil des élèves de plus en plus compliquées. L'inclusion se fait à marche forcée sans moyens réels pour mener à bien l'ambition d'une école pour toutes et tous.

Les enseignant-es spécialisé-es manquent pour soutenir les équipes, les PE ne bénéficient plus d'assez de formation continue, les places en établissement spécialisé sont insuffisantes... Dans certains départements, c'est près de 1000 places qu'il manque pour scolariser les élèves qui ont une orientation spécifique.

Les AESH ne sont pas considérées à la hauteur de leur tâche. Exerçant sous statut précaire, leur rémunération est notoirement insuffisante et leur formation indigente.

## Alerte école !

---

Dans le même temps, par manque de moyens humains, l'institution ne parvient pas à remplacer tous les personnels absents. Les conséquences sont dramatiques pour les élèves qui perdent des jours et parfois même des semaines entières d'école. Pour les PE, c'est la formation continue qui disparaît.

A cela s'ajoutent des injonctions permanentes accompagnées parfois de pressions hiérarchiques, des droits des personnels souvent bafoués (absences, mobilité, formation...), le manque de temps pour les directrices et directeurs

Dans ce contexte, l'annonce de 1 709 suppressions de poste au budget 2024 sonne comme un déni du réel, une non reconnaissance des difficultés et des besoins.



### L'alerte sociale déposée en Lot-et-Garonne

Monsieur l'IA-DASEN,

Voici les motifs qui nous amènent à déposer cette alerte sociale :

#### Conditions de travail

Les agent-es de l'éducation nationale subissent une évolution du métier et des conditions de travail dégradées. Les enquêtes nationales successives montrent un climat détérioré. Ces métiers ne sont plus attractifs.

École inclusive sans moyens, dégradation des relations au travail, manque de personnels, injonctions ministérielles, vétusté du bâti scolaire,... les signalements inscrits dans les RSST, les signalements DGI sont en constante augmentation, explosent, sans que l'institution n'apporte de réponse à la hauteur des difficultés rencontrées par les élèves comme par les personnels.

Les équipes, sans formation spécifique, sont souvent laissées seules pour trouver des solutions.

#### La FSU-SNUipp réclame des décisions urgentes :

- Pour des moyens supplémentaires permettant de travailler dans des conditions sereines (effectifs / rased / remplaçant.es ...)
- Contre les restrictions des droits des personnels (temps partiels / formation / remboursement de frais ...) et des droits syndicaux (participation aux stages notamment, ...)
- Pour une hiérarchie en soutien et qui protège les équipes
- Pour l'amélioration des conditions de travail des AESH
- Contre la perte de sens du métier d'enseignant-es, avec la fin des injonctions contradictoires, des tâches chronophages et des réunions hors temps de travail qui débordent des 108h.

### **Inclusion des élèves en situation de handicap**

Si la loi de 2005 a permis une évolution sociétale et une amélioration de la prise en compte des élèves en situation de handicap, cette ambition ne s'est pas accompagnée des moyens suffisants. C'est aujourd'hui une source de travail empêché altérant les conditions d'enseignement pour les élèves comme les conditions de travail des enseignant-es et des AESH. Les équipes se retrouvent seules et sans formation pour gérer comme elles le peuvent l'inclusion des élèves en situation de handicap.

### **La FSU-SNUipp demande :**

- Une augmentation du nombre de places dans les établissements spécialisés
- Une formation continue de qualité sur le handicap pour tous les personnels
- L'augmentation du nombre d'enseignant-es spécialisé-es, PsyEN, infirmier-es et médecins scolaires, enseignant-es référent-es, enseignant-es surnuméraires.

### **Dialogue social départemental**

Depuis quelques années, la loi de transformation de la fonction publique a amplifié les difficultés de dialogue social. Pourtant, si les sujets de gestion collective ont été retirés des attributions des CAPD, rien n'interdit les échanges à ce sujet.

La FSU-SNUipp demande que la communication de tous les documents nécessaires au travail des représentant-es des personnels et la réunion d'audiences et de groupes de travail soit facilitée, afin d'améliorer le fonctionnement du service public d'éducation comme le respect des droits des agent-es, dans le respect des prérogatives de chacune et chacun.